



CSA sd du Jura
Séance du lundi 2 février 2026

Déclaration préalable de la FSU du Jura

Les préparations de rentrée se suivent au rythme d'un calendrier politique d'une rare instabilité. Ainsi la préparation de rentrée 2026 s'annonce-t-elle d'ores et déjà chaotique. Après plusieurs reports, le CSA ministériel a livré son verdict : aux 1365 suppressions d'emplois prévues dans le second degré (pour 4000 dans toute l'Education Nationale) s'ajoutaient 438 suppressions... Aussitôt retirées, face aux remous provoqués dans les rangs des organisations syndicales et même au delà... Il reste que 1365 suppressions c'est toujours trop. Le ministre a beau jeu de se présenter dans les médias en défenseur de l'éducation nationale, évitant des suppressions mécaniques de postes. En réalité, aucune loi naturelle n'oblige le ministère à suivre les évolutions démographiques. Au contraire, la baisse démographique devrait être une opportunité de réduire le nombre d'élèves par classe, pour atteindre une moyenne de 18 élèves par classe en 2034 et ce à moyens constants. Cela permettrait enfin de sortir la France des tréfonds du classement européen où elle détient le triste record d'avoir les classes les plus chargées.

Dans la foulée et avec la même précipitation, les CSA académique et départementaux se réunissent pour répartir la suppression de 64 ETP. Le Jura écope de plus de 7 ETP à retirer. Ce qui pourrait se traduire par la suppression de pas moins de 15 classes de constat à prévisions, un bilan bien plus lourd que celui présenté dans les documents qui affiche seulement deux classes supprimées. En effet, nombre d'établissements ont utilisé leur marge pour ouvrir des classes afin d'alléger les effectifs et permettre d'améliorer un peu les conditions d'apprentissage et de travail. Or elle devrait servir à mettre en place des dispositifs pédagogiques qui diversifient les situations d'apprentissage (travail en groupes allégés, dédoublements, projets, travaux d'expérimentation etc...). Au contraire, il est prévu de retirer des moyens à 22 collèges du Jura sur 27 y compris à structure équivalente, parfois pour quelques élèves en moins comme à Damparis qui perdrait plus de trente heures pour 8 élèves de moins.

Nous renouvelons notre inquiétude au sujet des classes relais. Deux classes relais sur les trois du département ne fonctionnent plus. Celle de Saint Claude serait abandonnée à la rentrée 2026 par la suppression du poste spécifique attenant. Quant à celle de Lons-le Saunier, elle est devenue de fait une coquille vide. Or ces dispositifs, quand ils fonctionnaient, permettaient une réelle respiration aux élèves en rupture avec l'Ecole notamment en travaillant leur projet d'orientation. C'est en totale contradiction avec l'affichage du ministère de ne laisser aucun élève au bord de la route. A l'heure où les prépa-lycée sont supprimées, sans bilan, il n'existe plus aucun dispositif qui permette de préparer, pour ces élèves, une orientation choisie.

Dans le registre des politiques dont l'efficacité n'est jamais questionnée se trouve l'évaluation des établissements, vieille survivance de l'école de la confiance. Dans les faits, cette évaluation est chronophage, inutile et fait perdre des heures d'enseignement. Nous demandons que cette mascarade soit remisée au grenier comme le sont d'ailleurs les rapports d'évaluation qui encombrent les rayonnages des archives rectoriales.

Les motifs d'inquiétude sont nombreux dans l'Education Nationale, vieillissement des personnels, manque d'attractivité du métier, dégradation des conditions d'apprentissage pour les élèves et de travail des personnels, déclassement salarial. Pourtant les enjeux de citoyenneté et de formation ont rarement été aussi cruciaux. Il serait grand temps que l'Etat mène une politique éducative digne de l'idéal républicain.